

## CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau RDC

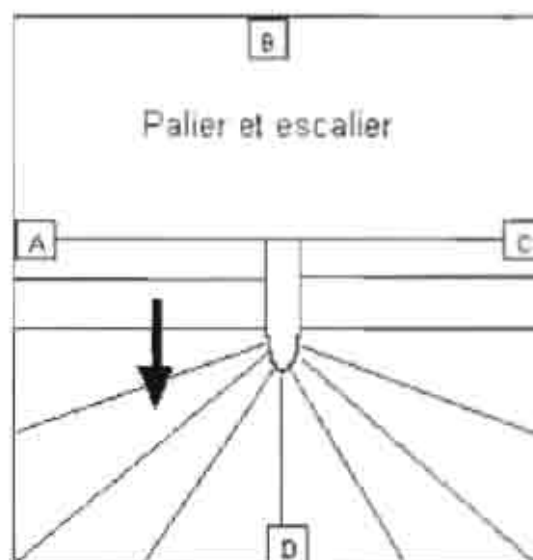
Local : Porche

Zone	Unité de diagnostic	Support	Revêtement	Mesure 1 mg/cm2	Localisation	Mesure 2 mg/cm2	Localisation	Mesure 3 mg/cm2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Cla.
	Plinthe	Bois	Peinture	<1		<1						0
	Plafond	Plâtre	Peinture	>3.00 mlu								
	Encadrement 1	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
	Encadrement 2	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
	Encadrement 3	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
	Encadrement 4	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
	Murure	Plâtre	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
A	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
A	Bâti et porte 1	Bois	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
A	Bâti et porte 2	Bois	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
A	Bâti et porte 3	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Gratages	2
A	Bâti et porte 4	Bois	Peinture	≥5<10						D	Ecaillage	3
A	Ebrasement 1	Plâtre	Peinture	<1		<1		≥20		EU	Microfissure	2
A	Ebrasement 2	Plâtre	Peinture	≥10<20						EU	Microfissure	2
A	Ebrasement 3	Plâtre	Peinture	≥10<20						ND		1
A	Ebrasement 4	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
A	Tuyau	Métal	Peinture	≥20						ND		1
B	Bâti porte	Bois	Peinture	<1		<1						0
C	Mur	Plâtre	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
C	Bâti et porte 1	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Microfissure	2
C	Bâti et porte 2	Bois	Peinture	≥5<10						D	Ecaillage	3
C	Bâti et porte 3	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Gratages	2
C	Bâti et porte 4	Bois	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
C	Ebrasement 1	Plâtre	Peinture	<1		≥10<20				D	Clouage	3
C	Ebrasement 2	Plâtre	Peinture	<1		≥10<20				EU	Gratages	2
C	Ebrasement 3	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
C	Ebrasement 4	Plâtre	Peinture	<1		≥10<20				ND		1
D	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3

Ce document est une copie du rapport original

## CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 1

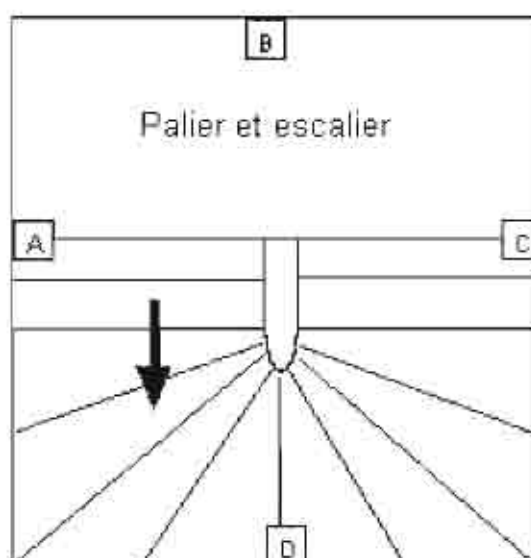
## CROQUIS DES LOCAUX :



Local : Palier et escalier

Zone	Usée de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plafond	Bois	Peinture	≥ 30						D	Escalage	3
	Plafond	Plâtre	Peinture	< 1		< 1						0
	Moulure	Plâtre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Escalage	3
	Linteau	Bois	Peinture	≥ 30						D	Fissures	3
	Paillasse	Plâtre	Peinture	< 1		< 1						0
	Contreplaqué	Bois	Peinture	≥ 20						D	Escalage	3
	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 10 < 20						ND		1
	Autres éléments			Sans peinture								
A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1		< 1		< 1				0
A	Bâti en Porte	Bois	Peinture	≥ 20						D	Fissures	3
A	Châssis fixe	Bois	Peinture	≥ 10 < 20						D	Fissures	3
B	Mur	Plâtre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Escalage	3
B	Bâti en Porte	Bois	Peinture	≥ 10 < 20						D	Escalage	3
B	Echappement	Plâtre	Peinture	≥ 5 < 10						ND		1
B	Encadrement	Bois	Peinture	≥ 1 < 2						EU	Gravages	2
B	Gilet technique	Bois	Peinture	≥ 20						EU	Microfissures	2
C	Mur	Plâtre	Peinture	< 1		< 1		< 1				0
C	Bâti en fenêtre int	Bois	Peinture	< 1		< 1						0
C	Bâti en fenêtre ext	Bois	Peinture	< 1		< 1						0
C	Éclaircissement	Béton	Peinture	< 1	Ext.	< 1	Int. Ext.					0
C	Appui fenêtre	Béton	Peinture	< 1	Ext.	< 1	Ext.					0
C	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 10 < 20	Ext.					ND		1
D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1		≥ 20				D	Fissures	3

Ce document est une copie du rapport original

**CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 2**CROQUIS DES LOCAUX :

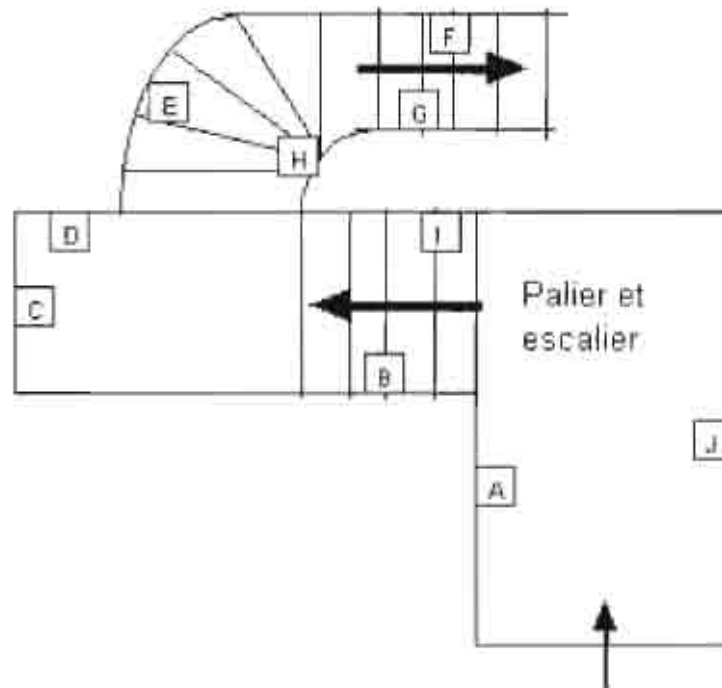
Local : Palier et escalier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plinthe	Bois	Peinture	≥ 20						D	Escalfrage	3
	Plafond	Plâtre	Peinture	< 1		< 1						0
	Moulure	Plâtre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Fissures	3
	Limon	Bois	Peinture	≥ 20						EU	Microfissure	2
	Pailasse	Plâtre	Peinture	< 1		< 1						0
	Contremarche	Bois	Peinture	≥ 20						D	Escalfrage	3
	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 10 < 20						ND		1
	Autres éléments			Sans peinture								
A	Mur	Plâtre	Peinture	≥ 20						D	Fissures	3
A	Grille	Métal	Peinture	≥ 20						EU	Friction	2
B	Mur	Plâtre	Peinture	≥ 20						EU	Microfissure	2
B	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥ 10 < 20						EU	Gratages	3
B	Ebrasement	Plâtre	Peinture	≥ 5 < 10						EU	Microfissure	2
B	Encadrement	Bois	Peinture	≥ 1 < 2						EU	Gratages	2
C	Mur	Plâtre	Peinture	< 1		< 1		< 1				0
C	Bâti et fenêtre int	Bois	Peinture	< 1		< 1						0
C	Bâti et fenêtre ext	Bois	Peinture	< 1		< 1						0
C	Ebrasement	Béton	Peinture	< 1	Ext.	< 1	Ext.					0
C	Appui fenêtre	Béton	Peinture	< 1	Ext.	< 1	Ext.					0
C	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 10 < 20	Ext.					EU	Friction	2
D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1		< 1		< 1				0

Ce document est une copie du rapport original

### CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 3

#### CROQUIS DES LOCAUX :



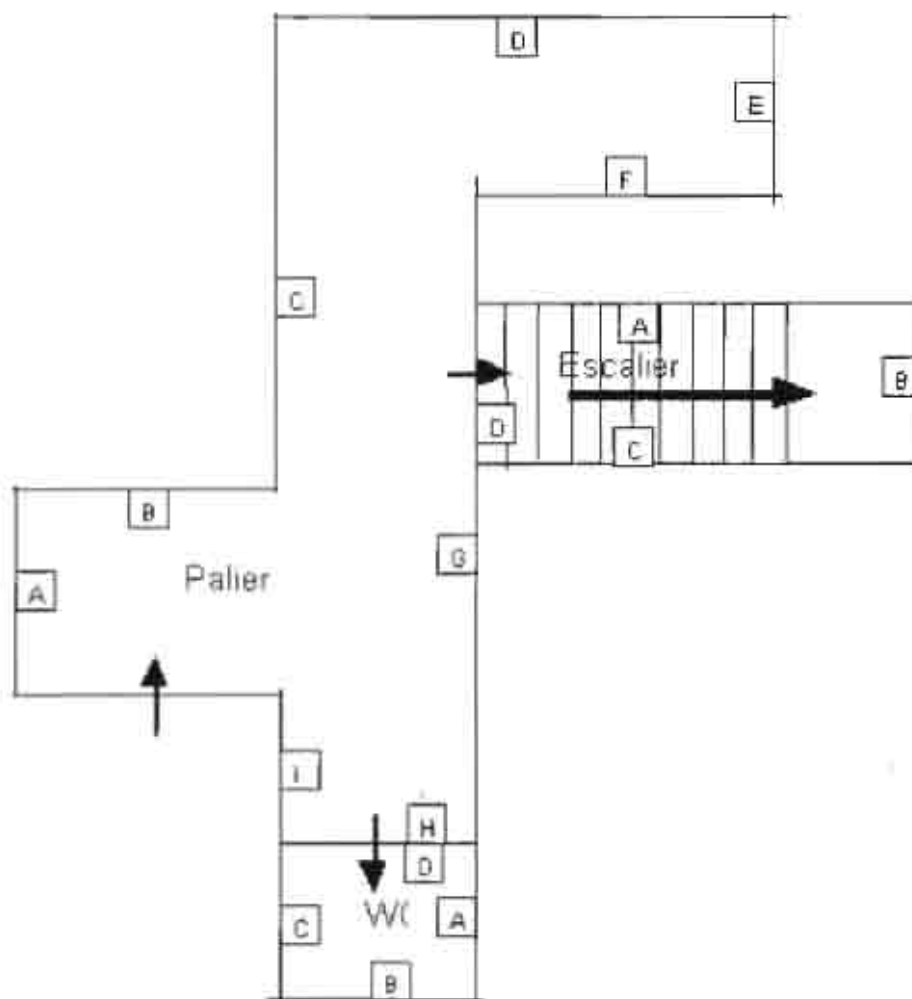
Ce document est une copie du rapport original

**CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 3**

Local : Palier et escalier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm2	Localisation	Mesure 2 mg/cm2	Localisation	Mesure 3 mg/cm2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plinthe	Bois	Peinture	≤5-10						D	Écaillage	3
	Plafond	Plâtre	Peinture	≤10-20						D	Fissures	3
	Moulure	Plâtre	Peinture	≤10-20						EU	Microfissure	2
	Limon	Bois	Peinture	≤10-20						EU	Microfissure	2
	Palissade	Plâtre	Peinture	Inaccessible								
	Encadrement	Bois	Peinture	≤2-5						EU	Graissages	2
	Autres éléments			Sans peinture								
	Contremarche	Bois	Peinture	≤20						D	Écaillage	3
A	Garde corps	Métal	Peinture	≤2-5						ND		1
B	Garde corps	Métal	Peinture	≤2-5						ND		1
C	Mur	Plâtre	Peinture	≤1		≤2-5				EU	Microfissure	2
D	Mur	Plâtre	Peinture	≤1		≤1		≤1				0
E	Mur	Plâtre	Peinture	≤1		≤1		≤20		D	Fissures	3
F	Mur	Plâtre	Peinture	≤1		≤1		≤1				0
G	Garde corps	Métal	Peinture	≤5-10						ND		1
G	Muret	Plâtre	Peinture	≤20						D	Fissures	3
H	Mur	Plâtre	Peinture	≤20						D	Fissures	3
H	Garde corps	Métal	Peinture	≤5-10						ND		1
I	Mur	Plâtre	Peinture	≤20						D	Fissures	3
I	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≤20						ND		1
J	Grille	Métal	Peinture	≤10-20						EU	Frottement	2
J	Mur	Bois	Peinture	≤20						D	Fissures	3
J	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≤1		≤1						0
J	Encadrement	Plâtre	Peinture	≤20						ND		1
J	Encadrement	Bois	Peinture	≤20						ND		1

Ce document est une copie du rapport original

**CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 4**CROQUIS DES LOCAUX :

Local : Escalier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Classe
	Plafond	Plâtre	Peinture	≤ 5 < 10						D	Écaillage	3
	Contresol	Bois	Peinture	≤ 2 < 5						D	Fissures	3
	Autres éléments			Sans peinture								
A	Mur	Plâtre	Peinture	≤ 5 < 10						D	Écaillage	3
A	Garde corps	Métal	Peinture	≥ 10 < 20						EU	Frottement	2
B	Mur	Plâtre	Peinture	≤ 5 < 10						D	Écaillage	3
C	Mur	Plâtre	Peinture	≤ 10 < 20						D	Écaillage	3
D	Bois et Porte	Bois	Peinture	≤ 5 < 10						D	Fissures	3
D	Impacts	Plâtre	Peinture	≥ 10 < 20						D	Écaillage	3

**Ce document est une copie du rapport original**



**CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 4**

Local : Palier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas...
	Plafond	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
	Plinthe	Bois	Peinture	≥5<10						EU	Gratages	2
	Puits lumière 1	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
	Puits lumière 2	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
	Vasistas 1	Métal		>3,00 mht								
	Vasistas 2	Métal		>3,00 mht								
	Autres éléments			Sans peinture								
A	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
A	Bâti et Porte	Bois	Peinture	Post 1949								
B	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1						0
C	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
C	Encadrement	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Gratages	2
C	Bâti et Porte	Bois	Peinture	Post 1949								
D	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
D	Bâti et fenêtre int	Bois	Peinture	<1		<1						0
D	Bâti et fenêtre ext	Bois	Peinture	<1		<1						0
D	Autres élus ext			Inaccessible								
D	Châssis fixe	Bois	Peinture	<1		<1						0
E	Tous éléments			Post 1949								
F	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
F	Bâti porte 1	Bois	Peinture	≥10						EU	Microfissure	2
F	Bâti et Fenêtre	Bois	Peinture	≥10<20						ND		1
F	Bâti porte 2	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Microfissure	2
F	Bâti porte 3	Bois	Peinture	≥10<20						EU	Microfissure	2
G	Mur	Plâtre	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
G	Bâti et porte 1	Métal	Peinture	Post 1949								
G	Bâti et porte 2	Métal	Peinture	Post 1949								
G	Bâti et porte 3	Métal	Peinture	Post 1949								
H	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						EU	Microfissure	2
H	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥20						EU	Microfissure	2
I	Garde corps	Métal	Peinture	≥2<5						EU	Frotion	2

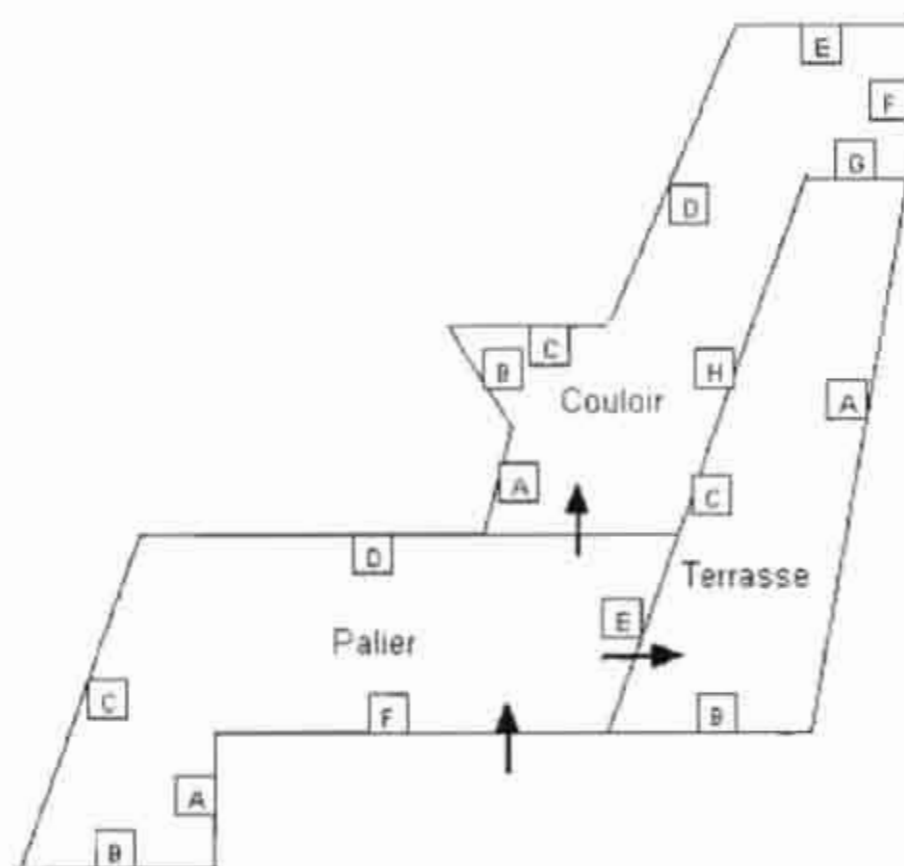
Local : WC

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/cm <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas...
	Plafond	Plâtre	Peinture	≥10<20						ND		1
	Plinthe	Bois	Peinture	≥10<20						ND		1
A	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
B	Mur	Plâtre	Peinture	≥20						D	Ecaillage	3
C	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Ecaillage	3
C	Châssis fixe	Bois	Peinture	≥10<20						ND		1
D	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥20						EU	Microfissure	2

Ce document est une copie du rapport original

## CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 5

## CROQUIS DES LOCAUX :



Local : Couloir

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 2 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Mesure 3 mg/m <sup>2</sup>	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas...
	Plafond	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
	Plafond	Bois	Peinture	2.5-10						EU	Gratage	2
	Arrière	Pierre	Peinture	2.10-20						D	Écaillage	3
A	Mur	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
A	Bât et Porte	Bois	Peinture	2.10-20						D	Écaillage	3
B	Mur	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
C	Bât et Porte	Bois	Peinture	2.10-20						D	Écaillage	3
D	Mur	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
D	Bât et Porte	Bois	Peinture	2.10-20						EU	Gratage	2
E	Mur	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Fissures	3
F	Mur	Pierre	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
F	Bât et Porte	Bois	Peinture	2.5-10						D	Écaillage	3
G	Mur	Pierre	Peinture	2.10-20						D	Écaillage	3
G	Plafond	Alu	Peinture	2.1		2.1-2				EU	Prison	1
G	Plafond	Alu		Sans peinture								
H	Plafond façade	Bois	Peinture	2.10-20						D	Écaillage	3

Ce document est une copie du rapport original



## CAGE 5 Principal -1R+5 - Niveau 5

Local : Palier

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm2	Localisation	Mesure 2 mg/cm2	Localisation	Mesure 3 mg/cm2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Plafond	Plâtre	Peinture	≥5<10						EU	Gratages	2
	Plinthe	Bois	Peinture	≥5<10						EU	Gratages	2
A	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
B	Mur	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
B	Bâti et Porte	Bois	Peinture	≥20						EU	Gratages	2
B	Ebrasement	Plâtre	Peinture	≥5<10						ND		1
C	Mur	Plâtre	Peinture	≥5<10						D	Escalage	3
C	Bâti et Porte	Métal	Peinture	Post 1949								
D	Mur	Plâtre	Peinture	≥5<10						D	Fissures	3
D	Bâti et Porte	Bois	Peinture	<1		≥20				D	Escalage	3
D	Encadrement	Plâtre	Peinture	≥10<20						D	Fissures	3
E	Mur	Plâtre	Peinture	<1		<1		<1				0
E	Bâti et Porte	Bois	Peinture	Post 1949								
E	Ebrasement	Plâtre	Peinture	<1		≥10<20				D	Fissures	3
F	Garde corps	Métal	Peinture	≥5<10						EU	Friction	2

Local : Terrasse

Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement	Mesure 1 mg/cm2	Localisation	Mesure 2 mg/cm2	Localisation	Mesure 3 mg/cm2	Localisation	Nature	Type de dégradation	Clas.
	Autres éléments			Post 1949								
	Autres éléments			Sans peinture								
	Autres éléments			Plinthe lamié								
A	Garde corps	Métal	Peinture	≥20						ND		1
A	Encadrement	Métal	Peinture	≥20						EU	Friction	2
B	Garde corps	Métal	Peinture	≥20						ND		1
C	Bâti et Porte	Bois	Peinture	Post 1949								

Ce document est une copie du rapport original

## 2. Rappel réglementaire

---

### CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE - Article L1334-8

Tous travaux portant sur les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1949, et de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements, définie par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, doivent être précédés d'un constat de risque d'exposition au plomb mentionné à l'article L. 1334-5.

Si un tel constat établit l'absence de revêtements contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties.

En tout état de cause, les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1949, devront avoir fait l'objet d'un constat de risque d'exposition au plomb à l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique.

Ce document est une copie du rapport original

## IV- CONCLUSIONS

### Facteurs de dégradation du bâti relevés (le cas échéant) :

- Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3.

Locaux concernés :

- Façade au RDC
- Palier au RDC
- SAS au niveau -1
- Escalier au niveau 4
- Palier au niveau 5
- Couloir au niveau 5

- L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3.  
Soit 107 unités de diagnostic de classe 3, soit 44,40 % du nombre total d'unités de diagnostic.

### Appréciation sur l'état général du bien :

MAUVAIS ETAT

### Commentaires éventuels :

SANS OBJET

### Tableau récapitulatif des unités de diagnostic du présent constat :

Nombre total d'unités de diagnostic	<b>241</b>	soit :
Nombre et % d'unités de diagnostic : - de classe 0 :	53	21,99 %
- de classe 1 :	29	12,03 %
- de classe 2 :	52	21,58 %
- de classe 3 :	107	44,40 %

Ce document est une copie du rapport original

### CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE - Article L1334-10

Si le constat de risque d'exposition au plomb établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6, L. 1334-7 et L. 1334-8 fait apparaître la présence de facteurs de dégradation précisés par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, l'auteur du constat transmet immédiatement une copie de ce document au représentant de l'Etat dans le département.

**Envoi d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb :** OUI

Motif :

- Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3.
- L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3.

Soit 107 unités de diagnostic de classe 3, soit 44,40 % du nombre total d'unités de diagnostic.

Ce document est une copie du rapport original

### 3. Suite à donner

---

#### **Rappel réglementaire :**

##### **CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE - Article L1334-9**

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

##### **CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE - Article R1334-12**

L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévue par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement. Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

#### **Unités de diagnostic de classe 1 et 2 :**

**Vous devez veiller à l'entretien des revêtements de classe 1 (Non dégradé ou non visible) ou de classe 2 (Etat d'usage), qu'ils soient accessibles ou recouverts, afin d'éviter leur dégradation future.**

#### **Unités de diagnostic de classe 3 :**

**Conformément à l'Article L1334-9 du Code de la Santé Publique, vous devez effectuer des travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb et communiquer une copie complète du constat, annexes comprises, conformément à l'Article R1334-12 du Code de la Santé Publique.**

**Ce document est une copie du rapport original**



**ANNEXE I**  
**Notice d'information**

Ce document est une copie du rapport original

Version de révision 01 / Date de validité 16.10.07

Page 29/33

75006MALA000500

### Notice d'information

A communiquer aux occupants de l'immeuble et à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble.

*Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.*

#### **Deux documents vous informent :**

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement

#### **Les effets du plomb sur la santé**

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...) Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

#### **Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb**

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessible. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

#### **Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

**Ce document est une copie du rapport original**

**En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions**

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

**Si vous êtes enceinte :**

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Eloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

**Ce document est une copie du rapport original**

## ANNEXE II

### *Informations relatives aux travaux à réaliser en cas d'accessibilité*

Ce document est une copie du rapport original

Document / Indice de révision 01 / Date de validité 16.10.07

Page 32/33

75006MALA000508

## Informations relatives aux travaux à réaliser en cas d'accessibilité \*

\* *Conseils fournis à titre indicatif et n'ayant aucune valeur de préconisations.*

Dans l'hypothèse où la présence de plomb en concentration supérieure à 1mg/cm<sup>2</sup> est avérée sur des supports **dégradés, il y a risque d'accessibilité et donc d'intoxication**. En conséquence, des mesures visant à supprimer ce risque devront être entreprises. **Cette réfection de support ne doit pas obligatoirement supprimer le plomb mais supprimer son accessibilité**. Les travaux peuvent se limiter à un traitement palliatif.

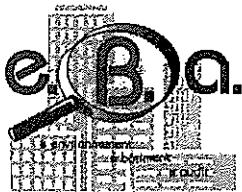
- **Le traitement palliatif** : Cette technique consiste à faire un isolement ou un recouvrement des supports. Les risques liés à cette technique affèrent à la préparation du fond par grattage ou ponçage. Si on choisit la technique de l'isolement par apposition de plaque de plâtre, les dégagements de poussières sont plus faibles. Ce type de travaux ne supprime pas la présence de plomb mais son accessibilité, ce qui conduit à une information quant à sa présence "cachée" et à une surveillance régulière.

Toutefois les travaux peuvent éventuellement être plus poussés et avoir pour objectif de supprimer la présence de plomb sur les revêtements par un traitement curatif.

- **Le traitement curatif** : Cette technique consiste à faire un décapage chimique ou thermique, ou, un grattage ou un remplacement des supports mis en cause. La technique du décapage chimique produit peu de poussières mais les produits utilisés sont très toxiques et demande une ventilation importante des locaux et un traitement des eaux usagées. Le décapage thermique produit beaucoup de poussières et de particules. L'émanation de fumée et de vapeurs toxiques est importante, demandant une bonne ventilation des locaux et la prise en compte du risque d'incendie qui est important. Enfin le grattage et le ponçage induisent des risques liés à la préparation du support. Ces techniques requièrent l'emploi de protections collectives et individuelles très importantes. Une fois le plomb supprimé, il n'y a plus d'obligation de surveillance ni d'information.

Ce document est une copie du rapport original





E.B.A. – SAS G.R.E au capital de 7,500 €  
 ZA Les Violettes – 4 Impasse de l'Hers  
 31240 L'UNION  
 Tel. : 05 34 25 52 22 Fax : 05 34 25 52 21

**Parties communes.**  
**5 QUAI MALAQUAIS**  
**75006 PARIS**

## Fiche récapitulative du dossier technique « amiante »

Numéro du DTA :	13-04-092750
Norme méthodologique employée :	AFNOR NFX 46-020 de décembre 2008
Date de création :	18/12/2014
Historique des dates de mise à jour :	

**Informations :** cette fiche présente les Informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique et dans l'arrêté du 21 Décembre 2012, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes Informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.

Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par Immeuble bâti.  
 La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

### 1. – Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

#### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : .....Paris

Adresse : .....5 QUAI MALAQUAIS

Commune : .....75006 PARIS

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Parties communes.

Périmètre de repérage : .....Parties communes.

Année de construction : .....< 1997

Fonction principale du bâtiment : **Habitation (parties communes)**

#### Désignation de la personne détenant le dossier technique « amiante »

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : .....SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES

Adresse : .....5 QUAI MALAQUAIS  
 75006 PARIS

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom et prénom : .....CABINET MARRAST

Adresse : .....35 QUAI D'ANJOU  
 75004 PARIS

Modalités de consultation :

Lieu : .....

Horaires : .....

Contact, si différent du détenteur du dossier : .....

## 2. – Rapports de repérage

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIÉTÉ et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPÉRAGE
13-04-092750	18/12/2014	E.B.A ANDRIEUX Jérôme	Rapport de repérage en vue de la constitution du dossier technique « amiante »

## 3. – Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Types de repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique	13-04-092750	Bâtiment - Façades (Toutes), Cour intérieure, Entrée 1 - Entrée, Entrée 1 - Coffres techniques, Entrée 1 - RDC à R+4 - Escalier, Entrée 1 - RDC à R+4 - Palier, Entrée 1 - Caves - Couloir de circulation, Entrée 1 - Caves - Escalier, Entrée 1 - Caves - Local arrivée gaz, Entrée 2 - RDC - Entrée, Entrée 2 - RDC - Local ménage, Entrée 2 - RDC à R+4 - Palier, Entrée 2 - Caves - Escalier, Entrée 2 - Caves - Couloir de circulation	Toiture (Absence de trappe de visite) Entrée 2 RDC à R+4 - Escalier (Absence de clef)

## 4. – Identification des matériaux ou produits contenant de l'amiante

### 4.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation et obligations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

### 4.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation et préconisations*
Entrée 2 - RDC - Local ménage	Identifiant: M003 Description: Conduit de ventilation en amiante ciment	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé <b>Résultat</b> EP <b>Préconisation</b> : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.
Toiture (Visible depuis la cour intérieure)	Identifiant: M001 Description: Conduit en amiante ciment	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé <b>Résultat</b> EP <b>Préconisation</b> : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.
	Identifiant: M002 Description: Conduits et chapeaux en amiante ciment x2	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé <b>Résultat</b> EP <b>Préconisation</b> : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

## 5. – Les évaluations périodiques

### 5.1 Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et obligations*	Mesures d'empoussièrement
-------------------	-----------	--------------	--	------------------------------


\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

## 5.2 Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

## 6. – Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

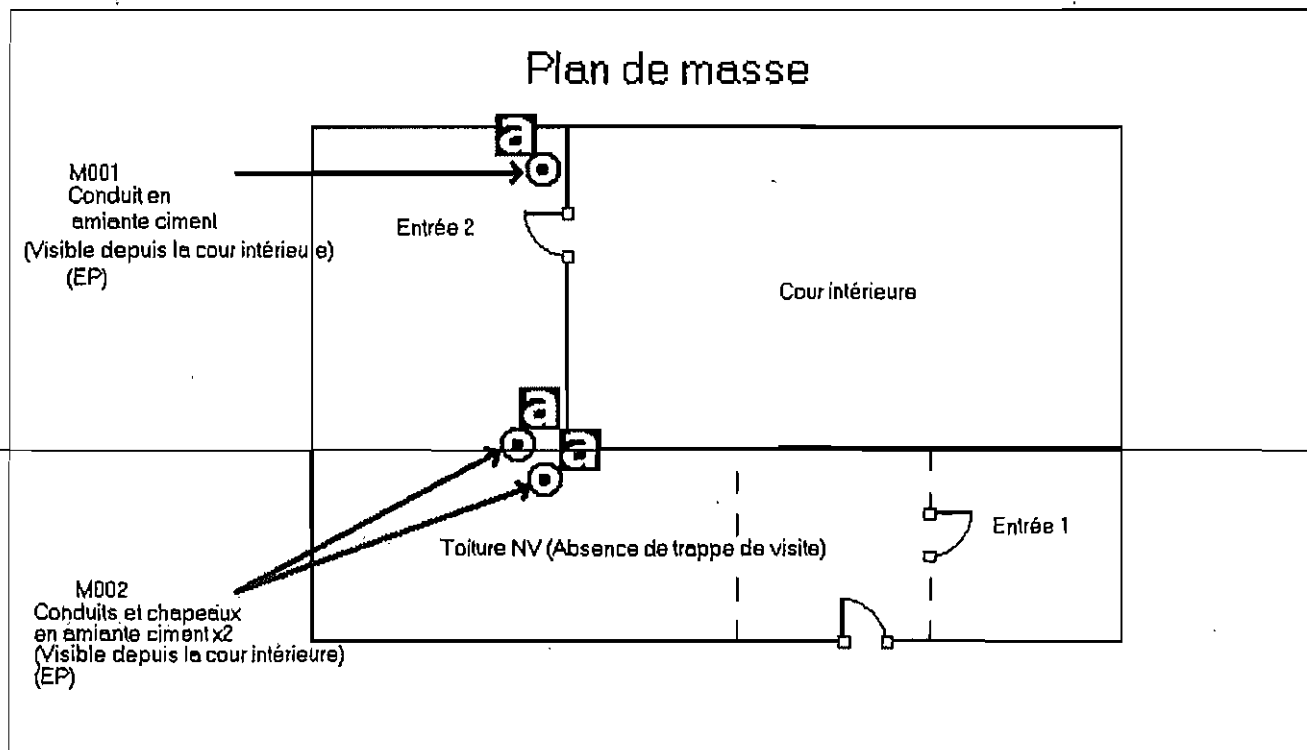
### 6.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

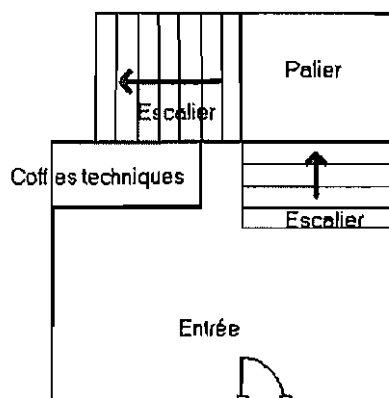

## 6.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

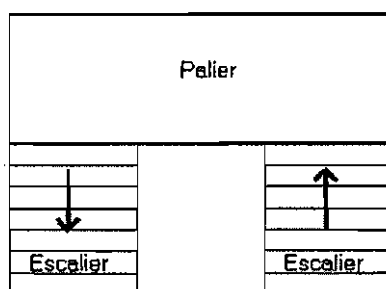
## 7. – Croquis et Photos



## Entrée 1 - Rez-de-chaussée

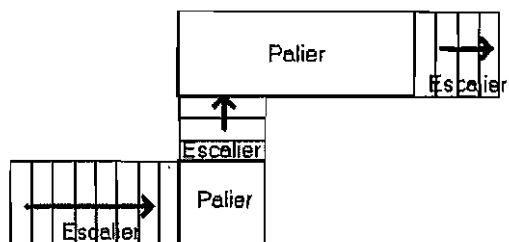


## Entrée 1 - R+1 et R+2

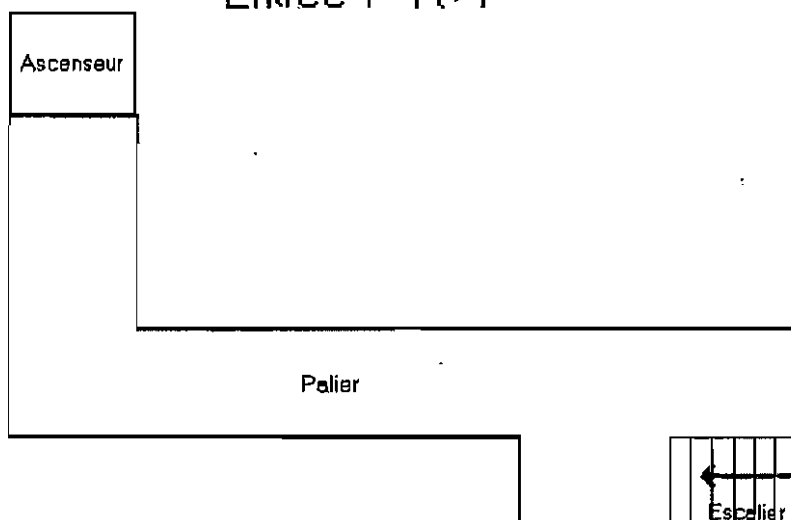




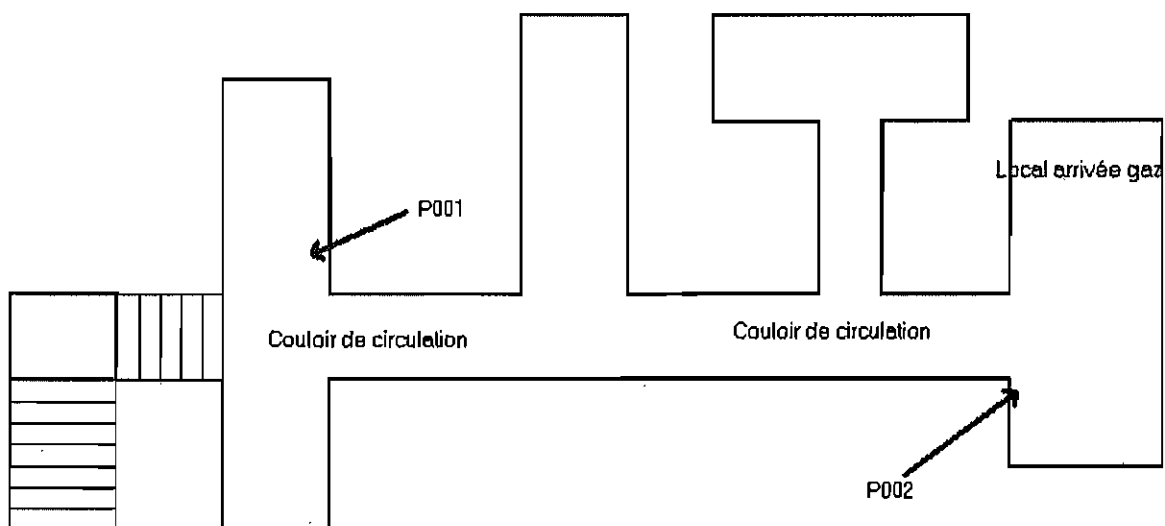
## Entrée 1 - R+3



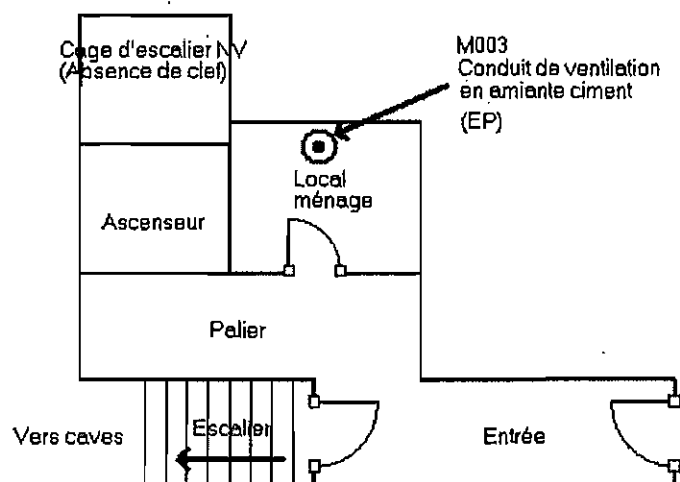
## Entrée 1 - R+4



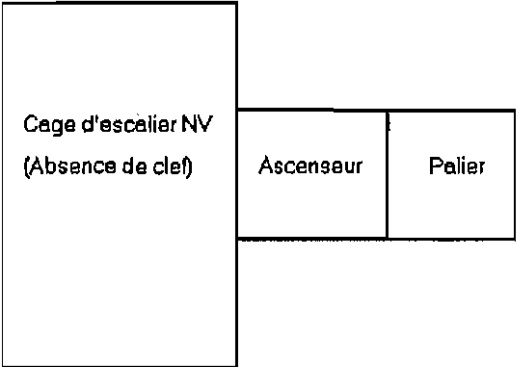
## Entrée 1 - R-1



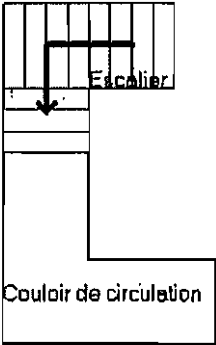
## Entrée 2 - RDC













Entrée 2 - R+1 à R+4



Entrée 2 - R-1



Légende

	Conduit vertical en fibro-ciment contenant de l'amiante		Présence d'amiante
	Conduit horizontal en fibro-ciment contenant de l'amiante		Dépôt de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante
	Dalle de sol seule ou Dalle de sol + colle contenant de l'amiante		Matériau sur lequel un doute persiste
	Colle de revêtement contenant seule de l'amiante		Toiture en matériaux composites
	Toiture en fibro-ciment contenant de l'amiante	NV	Locaux non visités
	Dalle de faux plafond contenant ou susceptible de contenir de l'amiante		

Nom du propriétaire :  
**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES**  
 Adresse :  
**5 QUAI MALAQUAIS**  
**75006**  
**PARIS**

## 8. - Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 3. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancérigènes, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-8 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 4. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R.

4412-146 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des Immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple:

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site Internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante: [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n°86-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

~~Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.~~

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès:

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux;
- de la mairie;
- ou sur la base de données «déchets» gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante: [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### e) Traçabilité



Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no11061). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 9 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. Le personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire

condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

**Mandataire:**  
 CABINET MARRAST

**Propriétaire du site:**  
 SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES

**Site** 5 QUAI MALAQUAIS  
 75006 - PARIS

Date(s) de visite(s) : 06/05/2019  
 Date(s) de l'audit précédent : 21/05/2018

**Désignation du bien**

Bien immobilier concerné	5 QUAI MALAQUAIS 75006 - PARIS
Bien de type :	parties communes (copropriété)
Composition du site :	<b>Bâtiment sur 1 niveau de sous-sol :</b> - cage Principale de 4 étages - caves
Accompagnateur présent lors de la visite	Sans accompagnateur/ Accès madame Batista

# **AUDIT DE SURVEILLANCE TERMITES** DANS LOCAUX ET CIRCULATIONS COMMUNS

**CONCLUSION DU CONSTAT :**

**Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.**

## A. GÉNÉRALITÉS

Les insectes xylophages, les termites en particulier, occasionnent des dégâts considérables dans les bâtiments dont ils dégradent le bois et ses dérivés tels que les papiers, cartons, textiles, pour se nourrir. Les termites aiment chaleur et humidité, mais craignent la lumière. Comme ils apprécient la chaleur, le climat artificiel de nos villes leur convient: le chauffage interurbain, l'isolation des bâtiments sont autant de facteurs favorables à leur développement.

Normalement, le termite ne se nourrit pas de végétaux vivants toutefois, en zone urbaine, le bois sec étant relativement rare, les arbres vivants peuvent être attaqués comme le prouvent les fortes infestations relevées sur les plantations des grands boulevards parisiens.

Les termites arrivent par le sol. Un diagnostic termite du terrain s'impose donc avant toute investigation à l'intérieur du bâti.

Au cours de ces dix dernières années, le développement des zones infestées par les termites est important et on compte aujourd'hui plus de 55 départements infestés sur le territoire français.

### Description de l'intervention

Il s'agit d'un travail de spécialiste fondé sur:

inspection visuelle non destructive des ouvrages du bâtiment (murs, plafonds, huisseries, marches et contremarches, plinthes), de leurs éléments constitutifs et de leurs habillages (en particulier ceux contenant de la cellulose tel le bois, le papier)

Détection et repérage de tous les indices ou traces d'infestation par les termites (cordonnets, galeries, dégâts, etc...) par sondage à l'aide d'une pointe fine de tous les éléments de bois situés près du sol et au contact des maçonneries.

photographie éventuelle des parties infestées

pose du certificat de passage en partie commune

outils employés : lampe torche, pointe fine, sondage

Notre intervention consiste par ailleurs à recenser dans les parties communes basses directement accessibles les indices pouvant favoriser une infestation par les termites:

- la nature des huisseries et boiseries (dormants et linteau de porte, plinthes, etc.)
- la présence d'encombrants celluloseux (meubles, cartons, bois, textiles, etc.)
- la nature du sol (terre battue, etc.)
- l'humidité des sols et des bois
- l'humidité ambiante
- la présence de traitement anti-termite dans les immeubles voisins

### Rappel réglementaire

Extrait du code de la santé publique : « L'occupant d'un immeuble contaminé doit en faire la déclaration à la mairie dès qu'il en a connaissance. A défaut d'occupant, cette déclaration incombe au propriétaire. La déclaration incombe au syndicat des copropriétaires en ce qui concerne les parties communes des immeubles... »

### Limite de la prestation

Notre intervention se limite aux parties communes situées dans les locaux communs directement accessibles tels que les circulations communes horizontales et verticales; les locaux communs, l'extérieur des bâtiments à usage communs (cours, jardins, etc...) dans une limite de 10m autour des bâtiments à l'intérieur des limites de propriété.

Sont exclus de la présente mission ; les parties communes situées à l'intérieur des parties privatives (appartements, caves, boxes, débarras, chambres de service, etc..., ) et les parties communes accessibles seulement par des parties privatives ou à usages privatifs (courettes, jardins privatifs etc...)

Par ailleurs notre diagnostic n'est en aucun cas un diagnostic de structure et n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux et ne peut être utilisé comme tel.

Ainsi toutes dégradations importantes d'insectes à larves xylophages identifiés sur un ou plusieurs éléments structurels (poutres, charpentes, etc..) ne sont fournis qu'à titre informatif et ne préjugent en rien de leurs solidités.

Il conviendra de vous rapprocher d'un spécialiste structure pour effectuer ces vérifications »

Nota: Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite

### Glossaire

Définition de « dégradation importante » d'insectes à larves xylophages : « Ouvrages ou parties d'ouvrages dégradés à + de 50% (20% pour les éléments structurels) et nécessitant une action de type traitement ou de type remplacement, cette dernière action ne concernant que les éléments non structurels, car seul un spécialiste des structures pourra recommander un remplacement de ces éléments. »

## B. Identification des Bâtiments et parties de bâtiments visités et résultats du repérage

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages accessibles examinés	Résultats du diagnostic d'Infestation
<b>Bâtiment</b> cage d'escalier Principale de 4 étages: Escalier/palier Rdc à +4	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cage d'escalier Principale de 4 étages: WC +4	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cave droite: Ancienne chaufferie -1	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cave droite: Couloir de caves/dégagements -1	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cave droite: Escalier caves -1 à Rdc	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cave gauche: Couloir de caves/dégagements -1	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Bâtiment</b> cave gauche: Escalier caves -1 à Rdc	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Extérieur: Porche</b>	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites
<b>Extérieur: Cour</b>	Ensemble des ouvrages	Absence d'indices d'infestation de termites

Nota 1 : dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R.133-3 du code de la construction et de l'habitation. Pour faciliter cette déclaration, un modèle de déclaration peut vous être fourni sur demande.

## C. Identification des bâtiments, des parties de bâtiments non visités et des Parties d'ouvrages non accessibles

Locaux non visités:

Localisation	Motif
Néant	

Parties d'ouvrages non accessibles:

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages accessibles examinés	Motif



Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages accessibles examinés	Motif
Néant		

## D. Constatations diverses

Néant

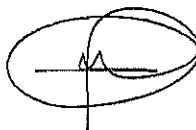
## E. Recensement des éléments propices à une infestation de termites

- Présence de terre battue dans le sous-sol
- Présence d'encombrants (cellulosiques et/ou non cellulosiques) dans l'ancienne chaufferie (photo E.1)
- Présence d'humidité favorisant la formation des champignons lignivores et lignicoles ainsi que la décomposition des bois : Au sous sol

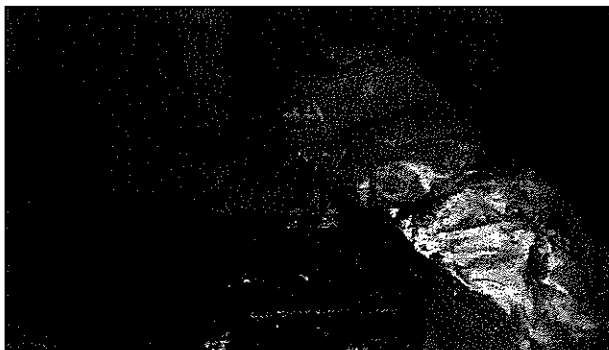
## F. Recommandations

- Traiter le problème d'humidité
- Nous vous recommandons de débarrasser les éléments encombrants (cellulosiques (papier, cartons, bois, etc ) et/ou non cellulosiques)
- Une surveillance annuelle s'avère nécessaire, compte tenu de la prolifération actuelle des termites en Ile de France ainsi que de l'existence d'éléments précurseurs défavorables

Rédigé à Paris, le 06/05/2019,  
Par M. AKLI YAKER  
pour le compte de EBA



## Annexe: Photos



### E.1

#### Encombrants

Présence d'encombrants (cellulosiques et/ou non cellulosiques) dans l'ancienne chaufferie



CHEUYREUX

**ANNEXE N°16. DIAGNOSTICS PARTIES COMMUNES  
SPECIALES**



Votre  
**DIAGNOSTIQUEUR**

Hocine DAOUD

**LA MISSION**

**5 QUAI MALAQUAIS  
PARTIES COMMUNES**  
75006 PARIS  
Dossier n° : 1241684

**LA SYNTHÈSE DES  
CONCLUSIONS**

*IMPORTANT : Cette page de synthèse ne peut être utilisée  
indépendamment du rapport d'expertise complet*



**Diagnostic CREP :**

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.



**Diagnostic TERMITES :**

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites



**Hocine DAOUD  
ALLODIAGNOSTIC  
PARIS**

07 71 55 51 13

**Certification n° DT13627**  
Décernée par : **DEKRA CERTIFICATION**

*Vérifiez vous-même sur Internet la certification de notre diagnostiqueur !*

AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE - Tél: 09 70 69 07 09 - Fax: 01 53 86 93 00  
AGENCE EST 62 bis Avenue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE - Tél: 09 70 69 07 29 - Fax: 01 43 45 18 95  
SAS au capital de 6 990 495 € - RCS PARIS 505 037 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 & 3912431104

5 QUAI MALAQUAIS  
PARTIES COMMUNES  
N° de dossier : 1241684



## Votre rapport de diagnostic

### CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB



Société MAIRIE DE PARIS

5 QUAI MALAQUAIS

PARTIES COMMUNES

75006 PARIS

N° de dossier : 1241684

Date de réalisation : 11/09/2020

#### CONCLUSION :

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.



## CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Article R1314, R1315 et R1316 du Code de la Santé publique - Arrêté du 13 avril 2011.

Bien objet de la mission:

5 QUAI MALAQUAIS

PARTIES COMMUNES

75006 PARIS

Références Carvium  
1341684

Laboratoire d'analyse (article R1316)

Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Propriétaire

Société MAIRIE DE PARIS

Déclarant

Certificat  
N° de certification  
Date d'expiration de la certification

Hocine DAOUD  
DEKRA Certification  
DT13627  
08/08/2019

Commanditaire du constat

MAIRIE DE PARIS Direction des  
Finances  
CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE  
17 BOULEVARD MORLAND, 75181  
PARIS CEDEX 04

Compagnie d'assurance

N° de police  
Date de validité

AXA  
3912280604  
01/01/2021

Parties privatives occupées

Parties communes  
Appartement  
Maison individuelle  
Cotisation

NON  
NON  
0  
0  
Sans objet, le bien est vacant

Appareil à fluorescence X utilisé

Modèle  
Fabricant  
N° de série  
N° et date de sortie  
Attestation  
Date de la mesure  
Date d'expiration

FONDIS  
FenX  
2-0568  
Cd109  
950 AAA  
02/12/2019 00:00:00  
11/09/2020

Champ de la mission

X Les parties communes  
X Les parties privatives  
X Les parties communes et les parties privatives

X Avec la notice  
Avec la notice et la notice  
Avec la notice

	<p>Hocine DAUD ALLODIAGNOSTIC PARIS 07 71 55 51 13</p>	<p>Certification n° <b>DT13627</b> Délivrée par <b>DEKRA Certification</b> Vérifiez vous-même sur internet la certification de notre diagnostiqueur !</p>
<p><b>réinventons / notre métier</b></p>	<p>AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE - Tél: 09 70 69 07 09 - Fax: 01 53 86 93 00</p> <p>AGENCE EST 62 bis Avenue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE - Tél: 09 70 69 07 29 - Fax: 01 43 45 18 95</p> <p>SAS au capital de 5 990 495 € - RCS PARIS 505 037 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 &amp; 3912431104</p>	



### CONCLUSION :

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (non dégradé, non visible, état d'usage) sur certaines unités de diagnostic, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

La réglementation en vigueur (2424) du Code de la Santé Publique, le programme du vent, ainsi que les autres lois relatives aux travaux appropriés pour assurer l'entretien des parties communes des bâtiments, il est recommandé d'effectuer une coupe analytique du revêtement, d'autres coupes, des analyses de revêtement, de la partie commune, pour vérifier la présence de plomb dans les revêtements.

Résultat non visible : Néant

Des investigations complémentaires doivent être réalisées sur les éléments non inspectés afin de compléter le repérage.

**NON**

Si le contrat conclu au titre d'une de ces obligations est conclu néanmoins, dans un délai de 104 jours ouvrables, après la date du rapport au Directeur général de l'Agence régionale des services à l'habitat ou, pour les parties communes des bâtiments, après la date de la mise en œuvre.

### LISTE DES PIECES VISITEES :

6ème étage : Cage d'escalier, Degagement, Couloir

### IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN N° AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

Les parties communes des parties communes inspectées ont été visitées.

Les informations fournies par les propriétaires, les occupants, les locataires et les autres personnes, ont été vérifiées et confirmées.

Les informations sur les parties communes ont été vérifiées et confirmées.

Les informations sur les parties communes ont été vérifiées et confirmées.

Les informations sur les parties communes ont été vérifiées et confirmées.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par **DEKRA Certification**, N° de certification **DT13627**, délivré le **08/08/2019** et expirant le **07/08/2024**.

Lieu : MONTROUGE le 11/09/2020  
Région : Néant

Par : Hocine DAOUD

**adx**  
Paris Saint Germain  
55000 Châteaufort  
RCS 505 037 044

## SOMMAIRE

<b>Bien objet de la mission:</b>	<b>2</b>
<b>1 - Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP</b>	<b>4</b>
<b>2 - Méthodologie du diagnostic</b>	<b>5</b>
<b>3 - Transmission du rapport à l'ARS</b>	<b>7</b>
<i>Commentaires</i>	7
4.1 – Résultats des mesures :	8
4.2 – Relevé détaillé des mesures :	8
<b>5 - Notice d'information</b>	<b>10</b>
<b>6 - Croquis de repérage du bien visité / Photos</b>	<b>11</b>

## 1 - RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-3 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insécurité.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement, lorsque, immédiatement à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des grains pouvant être ingérés par un enfant), mais aussi le niveau potentiel de la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessibles).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-3 et L.1334-5, il porte uniquement sur les revêtements peints à l'intérieur, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-6, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans remettre, par exemple, la porte extérieure de la porte d'entrée).

La recherche de contamination en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

**dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente [ en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique] ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)**

## 2 - METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Lors de la réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) d'un bien immobilier, nous procédons à une recherche des revêtements contenant du plomb.

La plupart du temps, il s'agit de peintures au plomb, d'usage autrefois très courant, mais également de laines de plomb ou de feuilles de plomb utilisées pour assurer l'étanchéité.

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Dans le cas d'un CREP réalisé en parties privatives, cette recherche porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, etc.).

Si le CREP est réalisé en parties communes, seuls les revêtements des parties communes sont concernés.

Cette recherche est effectuée au moyen d'un appareil à fluorescence X, qui « radiographie » les éléments sur lesquels on l'applique et détermine avec précision la présence ou l'absence de plomb. Le seuil légal de concentration autorisé est de 1 milligramme de plomb par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>).

Dans chaque pièce, tous les éléments (murs, portes, fenêtres, volets, plâtres, radiateurs, etc.) sont regroupés par l'opérateur en « unités de diagnostic ». Dans le relevé figurant dans ce rapport, les unités de diagnostic contenant du plomb sont clairement désignées, ainsi que leur état de conservation et la concentration en plomb du revêtement.

A titre exceptionnel, l'auteur du constat peut recourir à des échantillons de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble, selon la norme NF X46-031, dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;
- lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm<sup>2</sup> ;
- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X46-030, sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

Dans ce dernier cas, et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

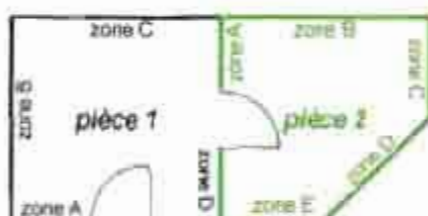


DENOMINATION DES PIECES & DES ZONES DE DIAGNOSTIC :

Les pièces et, dans chaque pièce, les éléments à contrôler (ou à unités de diagnostic)  $v_i$  sont disposés dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche vers la droite. En annexe à ce rapport figure un croquis, dont le but est de designer de manière inéluctable le nom que nous avons attribué aux pièces vitrées.

Chaque local visé et redressé sur le croquis, est divisé en 3 zones de diagnostic. Soit à chaque zone est attribuée arbitrairement une lettre (A, B, C).

La « zone A » comprend toutes les unités de diagnostic présentes sur le mur par lequel l'expert a pénétré dans la pièce, et ainsi de suite. Vous trouverez une illustration de ce principe de détermination sur le croquis ci-dessous.



## État de conservation et classement des unités de diagnostic

L'état de conservation des relevements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées.

- non visible** : il ne s'agit ni d'un plomb (peinture par exemple) ni d'un revêtement et/ou d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut en être possible ;
- non dégradé** :
- état d'usage** : c'est-à-dire présence de dégradation : l'usage courant peut entraîner dans un bien régulièrement entretenu (usure par frottement, traces de choc, micro-fissures...) des dégradations ne générant pas spontanément des poussière ou des débris ;
- dégradé** : c'est-à-dire présence de dégradation caractéristique d'un défaut d'entretien ou de dégradations liées au bâti qui génèrent spontanément des poussières ou des débris (poussières, vieillissement, cloquage, fissures, frottement, traces de grattage, etc.)

Chaque unité de diagnostic recouvre de fait un mouvement est (la valeur fonction de la concentration et dépend de la nature des dégradations, conformément au tableau suivant :

2000-2001 New grants	1999-2000 Disbursement	Completion <sup>a</sup>
in percent of total expenditure in 1999/2000	%	%
Education and social services	60.0	7
Health and social services	14.0	2
Other	26.0	3

### 3 - TRANSMISSION DU RAPPORT A L'ARS

La réglementation nous impose d'identifier des « facteurs » situés ci-dessous : si l'un au moins de ces facteurs est identifié lors de notre visite, nous devons transmettre directement une copie de ce rapport à la Délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé de département d'implantation du bien expertisé dans un délai de 5 jours à compter de la date de la visite.

Situation de risque de saturnisme infantile :

<b>NON</b>	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 2
<b>NON</b>	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 2

Situation de dégradations du bâti :

<b>NON</b>	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en l'état du parti effondré
<b>NON</b>	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de boue, de ruissellement ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
<b>NON</b>	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses traces d'humidité

**ATTENTION :** la recherche et l'identification des facteurs ci-dessus fait partie intégrante de la mission « CRIP » et est un simple constat. Cela ne constitue en rien une expertise approfondie et ne préjuge donc des différents développements liés à l'humidité et aux moyens d'y remédier, pas plus que de la solidité des éléments de la structure du bâti.

La responsabilité d'ADX Groupe ne saurait être engagée sur ces points ou sur des points similaires.

Transmission du constat à l'agence régionale de santé

<b>NON</b>	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au Directeur général de l'Agence régionale de Santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique
------------	---

#### Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 10/09/2021).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant



## 4 - CONCLUSIONS

### 4.1 - Résultats des mesures :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	30	2	11	0	17	0
%	100	6.7 %	36.8 %	0 %	56.7 %	0 %

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm <sup>2</sup> )
Etalonnage entrée	1	11/09/2020	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	41	11/09/2020	1 (+/- 0,1)

Présence d'unités de diagnostic de classe 3 :

Il existe un risque immédiat lié à la présence de ces revêtements, d'où pourquoi le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concernée (en leur transmettant une copie complète de ce constat, annexes comprises). Il devra être aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, les travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, peut à l'issue de la location du logement, constituer un manquement aux obligations parties lors de location et le bailleur susceptible d'engager sa responsabilité civile. (Code de la Santé Publique art. L.1234-9)

Présence d'unité de diagnostic de classe 1 et 2 :

Il existe un risque à ces unités de diagnostic se dégradant : nous recommandons au propriétaire qu'il ait de son intérêt et de celui des occupants du local de veiller à l'entretien des revêtements en les recouvrant, afin d'éviter leur dégradation future.

### 4.2 - Relevé détaillé des mesures :

#### 5ème étage - Cage d'escalier

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

n°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm <sup>2</sup> )	Etat de conservation	Classement (0-3)	Observation
2	A	Mu	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	4.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
3	B	Mu	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	7.5	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
4	C	Mu	Pierre	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
5	A	Pote vitraux (P1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
6					traverse	0		0	
7	A	Pote vitraux (P1)	Métal	Peinture	partie mobile	0		0	
8					traverse	0		0	
9		Piafond	Pierre	Peinture	mesure 1	2.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

#### 5ème étage - Dégagement

Nombre d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

n°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm <sup>2</sup> )	Etat de conservation	Classement (0-3)	Observation
10	A	Poutres	Bois	Peinture	mesure 1	15	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
11	B	Poutres	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
12					mesure 2	0		0	
13	C	Poutres	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
14					mesure 2	0		0	
15	D	Poutres	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
16					mesure 2	0		0	
17	E	Poutres	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
18					mesure 2	0		0	
19	A	Mu	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	4.5	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
20	B	Mu	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	1.8	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
21	C	Mu	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	11.2	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

22	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
23	E	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	9	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
24	F	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	13	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
25		Plafond	plâtre	Peinture	mesure 1	21	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
26	B	Porte intérieure (P1)	Bois	Peinture	porte mobile	0		0	
27					Huisserie	0			
28					porte mobile	0		0	
29	B	Porte extérieure (P1)	Bois	Peinture	Huisserie	0			

### 5ème étage - Couloir

Nombre d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Valeur (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
30	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
31	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
32					mesure 2	0			
33	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
34					mesure 2	0			
35	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	0		0	
36					mesure 2	0			
37	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	8,4	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
38	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
39	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	17	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
40	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	21	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-	B	Fenêtre intérieure (F2)	Métal	brut	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation
-	B	Fenêtre extérieure (F2)	Métal	brut	Non mesurée	-		NM	Elément non visé par la réglementation



## 5 - NOTICE D'INFORMATION

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément les revêtements à l'issue de l'attestation

La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

### Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

### Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (grise) ont été couramment utilisées jusqu'à vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux constituant alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtres n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

### Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menus réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- luffez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- éviter le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veiller à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

### En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

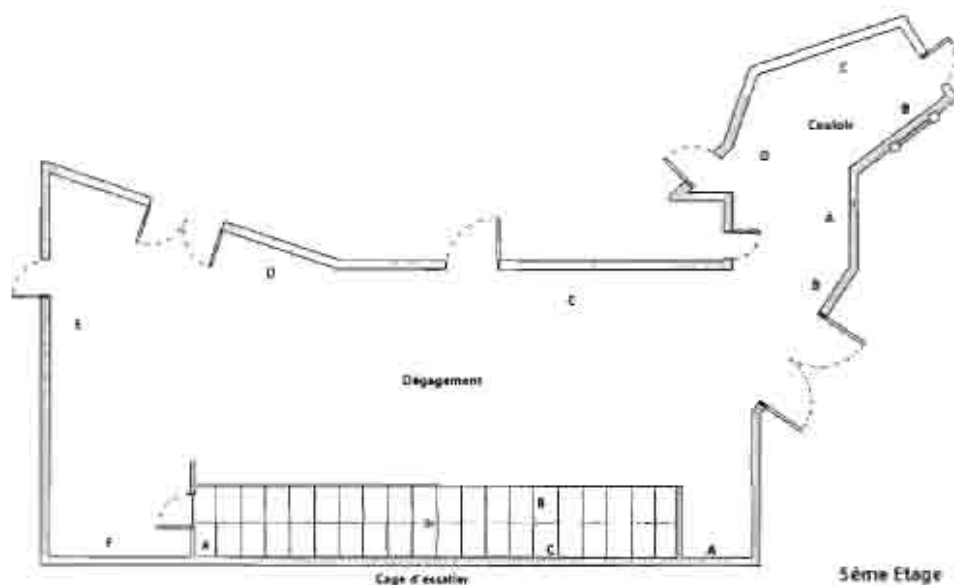
- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous maitrisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

### Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

## 6 - CROQUIS DE REPERAGE DU BIEN VISITE / PHOTOS





### ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912780604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,  
Le 2 janvier 2020